

# Une nouvelle guerre froide



**Base Polaire (Actu-Environnement du 06 Avril 2022)**

Non, non, rien à voir avec une guerre est-ouest. Cette nouvelle guerre froide fait référence à la stratégie polaire de la France, et au gros foutoir à venir sur les pôles. Que la Russie et la Chine veulent piller, vellétés stoppées par la guerre en Ukraine (pour le moment). Cela concerne l'ensemble de l'Humanité, au-regard de la montée des eaux et des catastrophes climatiques à venir.

Or donc le rapport paru en avril, passé sous les radars journalistiques, intitulé: «Equilibrer les extrêmes. Stratégie polaire de la France à l'horizon 2030», mérite qu'on y prête attention. Olivier Poivre d'Arvor, frère de l'autre, a succédé en décembre 2021 à Ségolène Royal, comme ambassadeur des pôles. Ce poste ne sert pas à rien. Il sert à sauver ce qu'il reste de banquise, car notre sort lui est aussi étroitement lié que celui des ours polaires au Nord ou des manchots au Sud.

Au Nord, 8 pays bordent l'océan Arctique: Danemark (Groenland), Norvège, Islande, Canada, Etats-Unis, Finlande, Suède, et surtout Russie. Tous n'ont qu'un désir, faire main basse sur les ressources: gaz, pétrole, minerais, enfouies sous les glaces, mais de plus en plus accessibles avec le dégel.

Il y a quelques limites: le Conseil de l'Arctique, qui réunit les 8 pays plus quelques observateurs, comme la France. Avec la guerre en Ukraine, toutes les réunions de ce Conseil ont été ajournées. Plus moyen de freiner les appétits russes ou norvégiens. Ce sera le saccage en *Open Bar*. Les ours blancs comme autres victimes collatérales des massacres du Donbass.

Au Sud, actuellement 54 pays ont signé le Traité sur l'Antarctique (1<sup>er</sup> décembre 1959, Washington, initialement 12 pays: Argentine, Australie, Belgique, Chili, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Afrique du Sud, URSS, Royaume-Uni, et USA) pour déclarer le continent «*réserve naturelle consacrée à la paix et à la science*» en bannissant toute exploitation minière jusqu'en 2048.

Cette sacralisation est désormais menacée. Les agresseurs potentiels: les Russes bien sûr, mais aussi, je vous le donne en mille, les Chinois. Ces deux pays n'ont pas de territoire dans l'Antarctique. Au demeurant, l'Antarctique n'appartient à personne, même si le camembert est divisé en portions inégales parmi 7 pays: Australie, Argentine, Chili, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, et France.

En l'absence de police et de tribunal sur le continent glacé, n'importe quel pays peut y installer une base scientifique s'il le souhaite. Ainsi, la Chine installe en ce moment même sa cinquième base scientifique. Ceci permet d'avancer des pions

dans un but... moins désintéressé. Ce que déplore Laurent Mayet, président de l'association «Le Cercle Polaire», et cocréateur avec Michel Rocard de la première ambassade des pôles.

D'ailleurs, la France est à la traîne: la base de Dumont-d'Urville en Terre Adélie est vétuste. Elle est surnommée «Bidon-d'Urville». Faute de financements. Pas de traitement des eaux usées ou des fumées, elle fonctionne au gasoil: en somme la France pollue l'Antarctique pour l'étudier. Les autres bases sont mieux entretenues.

Il apparaît ainsi que le texte sur la stratégie polaire de la France sonne creux: de belles déclarations, pas de matérialisation. En 2016, Rocard voulait une base au Groenland. On peut aussi s'intéresser à quelques projets somptueux de l'ordre du privé, tels Polar Pod de Jean-Louis Etienne, ou Tara Expéditions (coût: 13 millions d'€, selon Olivier Poivre d'Arvor). Pendant que les structures de recherche publique comme le CNRS se serrent la ceinture.

C'est pourtant bien maintenant qu'il faut agir si l'on ne veut pas que les dernières terres vierges planétaires tombent aux mains des dictatures ravageuses sino-russes.

**Bruno Bourgeon** <http://www.aid97400.re>

**D'après Charlie-Hebdo n°1563**